



Union Départementale FORCE OUVRIERE de la NIEVRE

Bourse du Travail Bd Pierre de Coubertin B.P. 308 58003 NEVERS CEDEX

☎ : 03 86 61 35 10 – 06 83 57 41 65 ✉ udfo58@force-ouvriere.fr

Site : [http : //58force-ouvriere.org/](http://58force-ouvriere.org/)

**Lorsque le capitalisme devient décomplexé et autoritaire, les droits sociaux
des travailleurs sont saccagés !**

**Pour ce faire, le capitalisme possède une arme destructrice : la
Macroneuse !!!**

Et ses différents soutiens politiques quelques soient leurs couleurs !!!

La loi de finances 2024, adoptée par un énième 49-3, était fondée sur des projections de croissance exagérément optimistes. Il n'aura pas fallu attendre longtemps pour que le gouvernement passe aux aveux. Sous prétexte « *d'un nouveau contexte géopolitique* », il a révisé à la baisse la croissance pour 2024 de 1.4% à 1%, entérinant des annonces désastreuses.

La révision à la baisse de la croissance nécessite selon Bercy un plan « *d'efforts immédiat* » pour atteindre l'objectif de déficit de 4.4% du PIB en 2024. Le « *nouveau contexte* » est utilisé pour agir rapidement par décret d'annulation de crédit de dépenses, c'est-à-dire en contournant une fois de plus le parlement d'une loi de finances rectificative.

Le ministre de l'Economie et des Finances a ainsi annoncé dimanche 18 février une coupe supplémentaire de 10 milliards d'euros pour 2024. Les dépenses de tous les ministères sont dans le viseur (5 milliards d'euros). En particulier, les recrutements des fonctionnaires seront amputés. Le gouvernement prévoit 700 millions d'euros d'économies sur la masse salariale de l'Etat. Les politiques publiques seront également concernées : le budget de MaprimeRenov diminuera de 1 milliard d'euro, celui de l'apprentissage de 200 millions d'euros, le plan « compétences » de 150 millions d'euros et le compte personnel de formation (CPF) de 200 millions d'euros. Enfin, les coupes toucheront les opérateurs (1 milliard), l'aide au développement (1 milliard) et le fonds vert aidant les collectivités territoriales (400 millions d'euros).

Une cure d'austérité qui, loin d'aboutir à la stabilité des finances publiques, conduira à accélérer le ralentissement économique et la récession. **L'UD FO 58 réitère que le service public est garant de la cohésion sociale. Sans service public, nous n'avons plus rien !**

Cette annonce, dans le sillage du discours de politique générale de Gabriel Attal de Coursis, héritier Millionnaire et nouveau premier ministre **s'inscrit dans la logique de remise en cause du modèle social français.**

Rappelons qu'en dépit du creusement du déficit et de la dette, le gouvernement a maintenu l'ensemble des baisses d'impôts organisées depuis sept ans (70 milliards d'euros de recettes en moins par an, soit 490 au total !).

Il ne remet pas non plus en cause les aides versées aux entreprises, dont notamment certaines niches fiscales ou les exonérations de cotisations sociales ce qui avoisine tout de même 180 Milliards annuels !

Une réduction de 5% de ce pognon de dingue suffirait à économiser les 10 milliards voulu par Bercy...

Mais ces laquais du capitalisme, à la tête de l'Etat, préfèrent faire les poches des travailleurs !!!

L'UD FO 58 revendique une conditionnalité des aides publiques versées aux entreprises. Ces dernières subventionnent les employeurs payant les plus bas salaires.

Enfin, ce gouvernement continue d'ignorer les enjeux liés à l'optimisation, à l'évasion fiscale et à la fiscalité du patrimoine qui représentent, là encore une coquette somme de 100 milliards !!! Et les plus gros profiteurs ou fraudeurs, c'est selon, ceux qui peuvent planquer cette manne dans les paradis fiscaux, ce sont les « assistés-opulents » qui ont les moyens et les outils nécessaires pour expatriés leur fortune faite sur le dos de la misère sociale. FO 58 s'oppose à cette surenchère suicidaire d'un point de vue social, économique et démocratique.

Une fois de plus, le sujet de la simplification revient, avec force dans un rapport parlementaire intitulé « pour rendre des heures aux Français », remis au ministère de l'économie le 15 février dernier.

Dix ans après le « *choc de simplification* », qui comportait déjà un ensemble de mesures visant à « *faciliter la vie des entreprises et simplifier leurs démarches* », sept ans après les ordonnances travail, cinq ans après « *la loi Pacte* » dont l'une des ambitions visait le même objectif, deux mois avec les 80 mesures proposées par la CPME pour mettre fin à la complexité administrative **qui relève, pour FO 58, d'une forme d'antisyndicalisme primaire, la simplification est de nouveau à l'ordre du jour.**

L'UD FO 58 dénonce ces propositions qui ambitionnent entre autres de relever les seuils (d'effectifs de salariés) qui déclenchent un certain nombre d'obligations en matière de dialogue social et de représentation des salariés (ce qui pourrait faire disparaître 50 à 80 % des CSE dans le département), de réduire le délai de saisine des prudhommes, ce qui reviendrait à annihiler toute démarche de demande de réparation aux Prud'hommes, etc. ...

FO 58 dénonce que derrière un discours de bon sens apparent sur la simplification des règles et des normes se cache la réduction des droits des salariés et du nombre et des moyens de leurs représentants qui assument leurs défenses au quotidien.

FO 58 entend lutter contre tout nouveau recul social et à toute atteinte aux droits et aux droits fondamentaux des salariés et rappelle que le droit de grève constitue pour les salariés un droit fondamental garanti par la

Constitution mais également par les outils internationaux tels que la Charte sociale européenne.

FO 58 s'opposera chaque fois qu'il y aura à une atteinte au droit de grève.

L'UD FO de la Nièvre soutient tous ses syndicats qui réunissent les personnels pour lister les revendications et discuter les moyens d'actions pour arracher aux actionnaires des augmentations de salaires, mais aussi pour préparer la riposte syndicale pour bloquer ce tsunami social !

Dur avec les faibles, et solidaire des forts, voilà le leitmotiv de nos politiciens depuis 1983 !

La situation peut se résumer ainsi : la fortune des 5 personnes les plus riches au monde a grimpé de 114% depuis 2020, notamment grâce aux réductions d'impôts en tous genres !

Chaque heure, cette fortune augmente de 14 millions de dollars !! De l'autre côté du miroir, 47 %, autrement dit, près de la moitié de la population mondiale vit avec moins de 7 dollars par jour.

Les bénéfices cumulés en 2023, des 40 entreprises Françaises cotées en Bourses dépassent déjà ceux de 2022, avec plus de 144 milliards d'euros.
Il s'agit de la troisième année d'affilée où les entreprises du CAC 40 réalisent ensemble plus de 100 milliards d'euros de bénéfices !

En France, ce sont plus de 9 millions de personnes qui se situent sous le seuil de pauvreté et chaque année des dizaines de milliers de familles s'ajoutent à ce triste bilan.

Cette injustice fondamentale est socialement explosive et c'est pour cette raison que les puissants de ce monde et leurs soutiens politiques n'ont de cesse de faire diversion pour tenter de diviser les travailleurs.

Les idées racistes, antisémites, discriminatoires ont cette vocation ainsi que les nationalismes et les guerres qui ont toujours servies les intérêts du capitalisme.

Comme le disait Albert Camus « quand une démocratie est malade, la droite extrémiste et le fascisme vient à son chevet mais ce n'est pas pour prendre de ses nouvelles ».

Attention donc, danger imminent !!!

